



**Décision n° CODEP-LYO-2019-002997 du Président de l'Autorité de sûreté nucléaire du 18 janvier 2019 autorisant Électricité de France (EDF) à modifier temporairement les règles générales d'exploitation du réacteur 1 de la centrale nucléaire du Tricastin (INB n° 87)**

Le Président de l'Autorité de sûreté nucléaire,

Vu le code de l'environnement, notamment son article L. 593-15 ;

Vu le décret n° 76-594 du 2 juillet 1976 modifié autorisant la création par Électricité de France de quatre tranches de la centrale nucléaire du Tricastin dans le département de la Drôme ;

Vu le décret n° 2007-1557 du 2 novembre 2007 modifié relatif aux installations nucléaires de base et au contrôle, en matière de sûreté nucléaire, du transport de substances radioactives, notamment ses articles 4 et 26 ;

Vu l'arrêté du 7 février 2012 modifié fixant les règles générales relatives aux installations nucléaires de base ;

Vu la demande d'autorisation de modification notable transmise par courrier D4534SSQ1900089 du 16 janvier 2019 ;

Considérant que, par courrier du 16 janvier 2019 susvisé, EDF a déposé une demande d'autorisation de modification temporaire des règles générales d'exploitation du réacteur 1 de la centrale nucléaire du Tricastin afin de procéder à l'arrêt temporaire d'une voie de refroidissement pour requalifier un groupe électrogène de secours à la suite de son remplacement,

**Décide :**

**Article 1<sup>er</sup>**

Électricité de France, ci-après dénommée « l'exploitant », est autorisée à modifier temporairement les règles générales d'exploitation du réacteur 1 de l'installation nucléaire de base n° 87 de la centrale nucléaire du Tricastin dans les conditions prévues par sa demande du 16 janvier 2019 susvisée.

## **Article 2**

La présente décision peut être déférée devant le Conseil d'État :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification,
- par les tiers, dans un délai de deux ans à compter de sa publication.

## **Article 3**

Le directeur général de l'Autorité de sûreté nucléaire est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera notifiée à l'exploitant et publiée au *Bulletin officiel* de l'Autorité de sûreté nucléaire.

Fait à Montrouge, le 18 janvier 2019.

Pour le Président de l'Autorité de sûreté nucléaire  
et par délégation,  
le directeur général adjoint

Signé par

Julien COLLET